

Unité départementale Le Havre  
48 Rue Denfert Rochereau  
76600 Le Havre

Le Havre, le 15/04/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 20/03/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**ARNAL**

37 quai de Bosc  
34200 Sète

Références : 20260320\_ARNAL\_VI\_ACP\_Moyens\_Incendie  
Code AIOT : 0005805647

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/03/2026 dans l'établissement ARNAL implanté ZONE INDUSTRIELLE PORTUAIRE 76430 Sandouville. L'inspection a été annoncée le 19/03/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection du 20 mars 2026 a été annoncée le 19 mars 2026 à l'exploitant et s'inscrit dans le cadre de l'action régionale de vérification de la disponibilité des moyens en eau incendie.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ARNAL
- ZONE INDUSTRIELLE PORTUAIRE 76430 Sandouville
- Code AIOT : 0005805647
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société ARNAL exploite, sur le site de Sandouville, une station de lavage de citernes industrielles et de conteneurs maritimes.

### Thèmes de l'inspection :

- AR - 1
- Eau de surface
- Risque incendie
- Stratégie de défense incendie

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de

la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
4	Disponibilité des réserves d'eau et moyens de pompage et état par sondage	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68	Demande d'action corrective	1 mois
5	Registre, tests, maintenance et contrôles des moyens de lutte incendie	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
6	Indisponibilité des moyens	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68	Demande d'action corrective	1 mois
8	Equipements sous pression	Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6-III	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Nature des installations	Arrêté Préfectoral du 22/07/2022, article 1.2.1	Sans objet
2	Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours	Arrêté Préfectoral du 22/07/2022, article 8.6.1	Sans objet
3	Plan des	Arrêté Ministériel du 04/10/2010,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	moyens incendie	article 60	
7	Substances et produits chimiques	Arrêté Préfectoral du 22/07/2022, article 6.1.1	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les moyens internes de lutte contre l'incendie sont disponibles et opérationnels le jour de la visite de l'inspection des installations classées. La réserve incendie de 120 m<sup>3</sup>, constituée d'une bâche souple, pour les services extérieurs de secours est accessible par les deux entrées du site ARNAL de Sandouville. Des constats effectués par l'inspection appellent des actions et des réponses de la part de l'exploitant et sont détaillés dans le rapport ci après.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Nature des installations

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/07/2022, article 1.2.1				
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Liste des ICPE				
<b>Prescription contrôlée :</b>				
Les installations exploitées relèvent des rubriques suivantes:				
Rubrique	Régime(*)	Libellé simplifié de la rubrique	Nature de l'installation	Q u a n t i t é a u t o r i s é e
2795.1	A	Installations de lavage de fûts, conteneurs et citernes de transport de m a t i è r e s alimentaires, de substances ou m é l a n g e s d a n g e r e u x mentionnés à l'article R. 511-10, ou de d é c h e t s dangereux. La quantité d'eau	2 pistes de lavage équipées de têtes haute pression	50m <sup>3</sup> /j

		quantité d'eau mise en œuvre étant:1)Supérieure ou égale à 20m³/j		
2910.A.2	DC	Combustion, à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770,2771, 2971 ou 2931.A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du Code de l'environnement	1 chaudière au gaz d'une puissance de 1,6MW 1 chaudière au fuel d'une puissance de 0,8MW	Puissance totale autorisée : 2,4 MW

		, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion ( * ) est:2.Supérieure ou égale à 1MW, mais inférieure à 20MW		
4718.2.a	DC	G a z inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 (y compris GPL) et gaz naturel (y compris biogaz affiné, lorsqu'il a été traité conformément aux normes applicables en matière de biogaz purifié et affiné, en assurant une q u a l i t é équivalente à celle du gaz naturel, y compris pour ce qui est de la teneur en méthane, et qu'il a une teneur maximale de 1% en oxygène). La quantité totale susceptible d'être présente dans les	1 citerne fixe de 70m <sup>3</sup> pour le stockage de GPL (chaudière gaz)	Q u a n t i t é m a x i m a l e autorisée: 31t

		installations (*) y compris dans les c a v i t é s souterraines(stra tes naturelles, a q u i f è r e s , cavités salines et m i n e s désaffectées h o r s g a z naturellement présent avant exploitation de l'installation) étant:2.Pour les a u t r e s installations b. Supérieure ou égale à 6t mais inférieure à 50t		
--	--	---	--	--

(\*)A(Autorisation) – DC (Déclaration et soumis au contrôle périodique prévu par l’articleL.51211 du Code de l’environnement)

#### Constats :

La société ARNAL à Sandouville est une installation classée pour la protection de l'environnement (ICPE) soumise à autorisation sous la rubrique 2795-1 pour le lavage de fûts, conteneurs et citernes avec une quantité journalière maximale d'eau mise en œuvre de 50 m3. Elle dispose d'une chaudière gaz alimentée par une citerne de GPL d'une capacité maximale de stockage de 31 tonnes. Cette chaudière gaz a une puissance de 0.8 MW et non de 1.6 MW comme mentionné dans le tableau de classement de l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 22 juillet 2022. Les puissances ont été inversées entre les chaudières fioul et gaz. L'arrêté mentionne également une seule chaudière fuel alors qu'il y en a deux pour un total de 1.6 MW. Le classement ICPE reste toutefois inchangé.

L'activité principale du site est le nettoyage de conteneurs maritimes vides ou avec un fond du produit transporté sur deux pistes aménagées pour le nettoyage à l'eau chaude de l'intérieur de ces conteneurs. Les eaux de lavage sont traitées dans une installation interne de traitement des eaux et les produits de fond des conteneurs sont éliminés par des filières externes de traitement de déchets.

L'exploitant disposait sur site, dans un bâtiment dédié, d'un atelier de réparation de conteneurs maritimes qui a été démantelé et le bâtiment sert maintenant de lieu de stockage pour les déchets qui sont générés par l'activité et qui sont conditionnés principalement en IBC de 1000 litres.

L'exploitant a indiqué, le jour de la visite d'inspection, que sa station de traitement des eaux de lavage faisait l'objet de modifications techniques avec l'ajout d'un module supplémentaire de traitement. Ce sujet n'a pas fait l'objet d'un point de constat durant cette visite d'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite
---------------------------------------

**N° 2 : Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours**

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 22/07/2022, article 8.6.1
---

Thème(s) : Risques accidentels, Ressources en eau et mousse
---

**Prescription contrôlée :**

L'installation est équipée de moyens d'intervention appropriés aux risques, notamment : [...]

- d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé, implantés de telle sorte que, d'une part, les installations susceptibles d'être à l'origine d'un incendie se trouvent à moins de 100 m d'un appareil et que, d'autre part, elles se trouvent à moins de 200 m d'un ou plusieurs appareils permettant de fournir un débit minimal de 60 m<sup>3</sup>/h pendant une durée d'au moins deux heures et dont le dispositif de raccordement est conforme aux normes en vigueur, pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils.

À défaut, une réserve d'eau de 120 m<sup>3</sup> destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance des aires de stockage ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Le niveau d'eau requis est matérialisé afin d'apprécier, en temps réel, la quantité d'eau disponible dans la réserve ; [...]

**Constats :**

L'exploitant a installé sur son site une réserve d'eau incendie pour les secours extérieurs constituée d'une bâche souple de 120 m<sup>3</sup>. Cette réserve d'eau incendie est implantée au nord-est du site et est accessible par l'ouest du site, et son entrée principale, et par le sud par une barrière d'accès secondaire.

La réserve incendie de l'exploitant a été réceptionnée conforme par le service départemental d'incendie et de secours (SDIS) par un courrier daté du 27 avril 2023.

Cette réserve n'est pas accessible depuis l'extérieur du site et, en cas d'incendie, la présence de l'exploitant est aujourd'hui requise pour l'ouverture des barrières d'accès au site. L'exploitant dispose d'une organisation interne au groupe ARNAL et basée sur un poste de supervision des équipements de vidéosurveillance 24 heures/24, avec appel du SDIS 76 en cas de fumées, et sur des salariés joignables nuit et weekend. L'inspection des installations classées invite l'exploitant à se rapprocher du SDIS 76 pour étudier avec lui la mise en place d'un accès sécurisé au site pour les sapeurs-pompiers.

A proximité du site d'ARNAL sont présents, sur la voie publique, deux poteaux incendie : un au nord-ouest du site, au niveau du carrefour (n°5040 sur la carte de la défense extérieure contre l'incendie accessible sur le site du SDIS 76), et un autre au sud-ouest, au niveau du rond point (ce dernier n'apparaît pas sur la carte de la défense extérieure contre l'incendie). Tous les deux sont à une distance d'environ 150 mètres des accès au site d'ARNAL. Même si ces deux poteaux ne font pas partie de la stratégie de défense extérieure contre l'incendie de l'exploitant, l'inspection des installations classées recommande à ce dernier de se rapprocher du gestionnaire de ces poteaux incendie pour en vérifier la disponibilité.

Type de suites proposées : Sans suite
---------------------------------------

**N° 3 : Plan des moyens incendie**

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60
--



<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plans
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant tient à jour les documents suivants : <ul style="list-style-type: none"> <li>- les plans, en particulier, pour les installations concernées :</li> <li>- les plans d'implantation des installations, en particulier des zones à risques mentionnées à l'article 48 avec une description des dangers pour chaque local présentant des risques particuliers et l'emplacement des interrupteurs ou arrêts d'urgence prévus au point B de l'article 66 ainsi que des moyens de protection incendie ; [...]</li> <li>- le plan des équipements et moyens de lutte contre l'incendie et d'intervention prévus à l'article 68 du présent arrêté; [...]</li> </ul>
<b>Constats :</b>  L'exploitant dispose d'un plan de situation avec localisation des moyens de lutte contre l'incendie et d'un plan d'évacuation qui sont affichés à plusieurs endroits sur le site. La prescription est respectée. Dans le point de constat 2 du présent rapport, l'inspection a invité l'exploitant à se rapprocher du SDIS 76 pour l'accès au site. L'inspection des installations classées recommande à l'exploitant de profiter de ce contact pour mettre en place pour son site la fiche FIRE (fiche d'intervention rapide en entreprise) développée par le SDIS 76. Sur cette fiche pourraient figurer, comme moyens complémentaires, les deux poteaux incendie mentionnés dans le point de constat 2.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : Disponibilité des réserves d'eau et moyens de pompage et état par sondage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Accès à la réserve incendie
<b>Prescription contrôlée :</b>  Moyens d'intervention en cas d'accident. Les équipements et moyens de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état, repérés, opérationnels et facilement accessibles en toute circonstance. L'exploitant fixe les conditions de maintenance, de vérifications périodiques et les conditions d'essais périodiques de ces matériels. Il assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection, moyens d'extinction et systèmes d'extinction automatique, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) conformément aux référentiels en vigueur. [...]
<b>Constats :</b>  La bache souple de 120 m3 est propre visuellement et implantée dans une zone grillagée avec portillon d'accès fermé à clé. Un panneau d'interdiction de stationner est accroché au grillage et une zone devant le portillon est matérialisée au sol avec de la peinture jaune. Le jour de la visite d'inspection, la bache souple est facilement accessible pour un engin des services d'incendie et de secours. La hauteur maximum de la bache, à savoir 1.50 mètres d'après l'affichage présent sur la bache, correspond au volume utile de 120 m3 : la hauteur de la bache constatée par l'inspection des installations

<p>classées est en cohérence avec la hauteur indiquée de 1.50 mètres.</p> <p>La version installée est une version dite hors-sol avec prise directe : la vanne doit être protégée du gel par une chaussette qui, le jour de la visite d'inspection, est présente mais posée au sol et non sur la vanne d'aspiration.</p> <p>L'exploitant a en sa possession le guide général d'utilisation et d'entretien de la bâche souple ainsi qu'une note technique spécifique aux citernes souple ayant pour fonction la réserve d'eau incendie. Ces documents ne précisent aucune durée de vie pour la bâche. Une inspection périodique est recommandée par le fournisseur pour vérifier visuellement l'intégrité de la citerne et de ses composants et pour contrôler les organes de manœuvre et de sécurité.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de mettre en place une inspection périodique formalisée de la bâche souple, selon les recommandations du fournisseur, et de veiller à la présence permanente de la chaussette de protection contre le gel.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

**N° 5 : Registre, tests, maintenance et contrôles des moyens de lutte incendie**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Registre</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées sont inscrites sur un registre tenu à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées. L'exploitant tient également à la disposition de l'inspection des installations classées les rapports de vérifications et maintenance ainsi que le cas échéant, les justificatifs des suites données à ces vérifications.</p> <p>Les équipements et moyens de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état, repérés, opérationnels et facilement accessibles en toute circonstance.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant dispose d'un registre de sécurité, rapidement accessible, dans lequel figurent les émargements des prestataires extérieurs intervenus, notamment, pour le contrôle des extincteurs, du désenfumage et des alarmes. Le contrôle du registre, réalisé par sondage, montre qu'il est tenu à jour par l'exploitant.</p> <p>A l'issue de la visite d'inspection, l'exploitant a transmis le rapport de vérification des extincteurs portatifs réalisée le 28 octobre 2025 par un prestataire spécialisé. Les appareils défectueux ont été remplacés durant la visite de vérification. Par sondage, l'inspection des installations classées a vérifié l'extincteur n°34 du local chauffeur qui comporte un marquage de vérification datée d'octobre 2025, cohérent avec le rapport transmis. Les marquages des années précédentes ont été laissés sur cet extincteur, créant une certaine confusion dans la recherche et la lecture de la dernière vérification. L'inspection recommande à l'exploitant d'enlever les marquages des années précédentes sur l'ensemble de son parc d'extincteurs.</p>

L'exploitant fait contrôler annuellement ses installations électriques et le compte rendu de vérification périodique Q18 daté du 15 octobre 2025 atteste d'une vérification complète des installations électriques et stipule que ces dernières ne peuvent pas entraîner de risque d'incendie ou d'explosion. La vérification précédente a été effectuée le 14 octobre 2024. L'inspection attire l'attention de l'exploitant sur un point important lié au contrôle des installations électriques : le compte rendu Q18 précise que la coupure totale des installations électriques n'a pas été autorisée par l'exploitant. L'inspection des installations classées s'interroge sur la réalité de la complétude de la vérification des installations électriques en l'absence de coupure totale et invite l'exploitant à :

- faire modifier ce compte rendu Q18 si une coupure totale a été réalisée ;
- se rapprocher de son prestataire extérieur pour procéder à la coupure totale des installations électriques, faire faire les contrôles associés à cette coupure et faire compléter son compte rendu Q18.

L'exploitant peut consulter sur le site internet de la DREAL Normandie le bilan de l'action 2024-2025 sur les risques électriques dans les ICPE pour ajuster le périmètre de la vérification annuelle de ses installations électriques.

Durant la visite sur le terrain, l'inspection a fait tester le dispositif d'arrosage de la cuve de stockage de GNL activé par le démarrage manuel d'une pompe : le dispositif est opérationnel et le test n'appelle pas de remarque de la part de l'inspection.

L'inspection est entrée dans le local de la chaudière gaz. La chaudière est équipée d'un dispositif de surveillance de la pression de la ligne d'alimentation de gaz et, en cas de chute de la pression assimilée à une fuite sur la tuyauterie, une action de fermeture de la vanne de sécurité gaz est assurée. L'inspection n'a pas vu dans ce local de détection de gaz CH4 ni de détection incendie (article 2.16 de l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 03 août 2018 applicable aux installations de combustion soumises à déclaration).

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre les justificatifs de la présence d'une détection automatique incendie et d'une détection de gaz dans le local de la chaudière gaz, dans un délai d'un mois.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois

#### **N° 6 : Indisponibilité des moyens**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 68

**Thème(s) :** Risques accidentels, Mesures conservatoires

#### **Prescription contrôlée :**

En cas de défaillance des équipements et moyens de lutte contre l'incendie, l'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations, notamment les mesures compensatoires permettant de garantir une efficacité équivalente pour la lutte contre l'incendie, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure.

#### **Constats :**

Les moyens internes de lutte contre l'incendie de l'exploitant sont, le jour de la visite d'inspection, disponibles et opérationnels. Il en est de même pour la réserve d'eau incendie, pour la lutte externe contre l'incendie. En lien avec ces moyens de lutte contre l'incendie, l'exploitant doit disposer de capacités de collecte des eaux d'extinction et d'un volume de rétention adéquat de ces eaux.

L'exploitant dispose d'un bassin de rétention de 200 m<sup>3</sup> pour la gestion des eaux pluviales et des eaux d'extinction en cas d'incendie. Ce bassin est équipé d'une vanne manuelle qui permet d'isoler le site du milieu extérieur si besoin. Le jour de la visite d'inspection, le bassin de rétention n'est pas vide et contient de l'eau : il ne peut pas jouer complètement son rôle de bassin de collecte des eaux d'extinction incendie et de gestion des eaux pluviales. Le même constat avait été fait lors de la précédente visite d'inspection le 31 mars 2023. L'exploitant a expliqué que son bassin était relié à un fossé d'infiltration par une canalisation de plusieurs dizaines de mètres de longueur : ce fossé est régulièrement engorgé, notamment en période hivernale. L'exploitant a déclaré avoir fait plusieurs demandes auprès du gestionnaire de la zone industrielle du Havre pour que son bassin puisse s'écouler en tout temps. Des travaux ont été menés, mais sans succès sur l'écoulement en tout temps du bassin de l'exploitant. Dans l'état actuel du constat, la non disponibilité à 100% de ce bassin de 200 m<sup>3</sup>, qui doit être vide et disponible, constitue une non conformité réglementaire. Et aucune mesure compensatoire n'a été mise en place par l'exploitant.

Par ailleurs, la collecte des eaux d'extinction en cas d'incendie doit être assurée sur l'installation par un sol imperméabilisé et par les bordures associées aux surfaces imperméabilisées. Le jour de la visite d'inspection, l'inspection des installations classées a constaté que les sols étaient imperméabilisés, soit par la présence de béton soit par celle d'un enrobé de type bitume. Au niveau des bordures de ces sols imperméabilisés, l'inspection a constaté des discontinuités dans ces bordures :

- au sud, absence de bordure sur plusieurs dizaines de mètres ;
- à l'ouest, des portions de surface imperméabilisée sans bordure ;
- à l'angle nord-ouest, une ouverture faite volontairement dans un aggrégat béton ;
- au nord, une discontinuité de bordure avec présence d'un regard et à proximité immédiate d'un fossé (extérieur du site).

L'inspection s'interroge sur la réalité de la collecte des effluents en cas de pollution ou d'incendie sur les surfaces imperméabilisées du site et considère qu'il existe une probabilité de dispersion de ces effluents vers le milieu naturel.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant d'étudier, et de mettre en œuvre à la suite de cette étude, une solution pour maintenir disponible le volume de 200 m<sup>3</sup> de son bassin de rétention en tout temps. Cette étude peut être menée en collaboration avec le gestionnaire des infrastructures de la zone portuaire. Un délai de 3 mois est proposé pour l'étude et 6 pour la mise en œuvre d'une solution pérenne.

L'inspection demande également à l'exploitant de démontrer l'efficacité de la collecte intégrale des eaux sur les surfaces imperméabilisées du site et la capacité à contenir 440 m<sup>3</sup> sur ces mêmes surfaces imperméabilisées, dans un délai de 1 mois. Si des travaux ou des aménagements sont nécessaires pour rendre cette collecte effective, l'exploitant transmettra à l'inspection un planning de réalisation des travaux.

**Type de suites proposées : Avec suites**

<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 7 : Substances et produits chimiques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 22/07/2022, article 6.1.1
<b>Thème(s) :</b> Produits chimiques, Inventaire produits chimiques
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'inventaire et l'état des stocks des substances et mélanges susceptibles d'être présents dans l'établissement (nature, état physique, quantité, emplacement) est tenu à jour et à disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>L'exploitant veille notamment à disposer sur le site, et à tenir à disposition de l'inspection des installations classées, l'ensemble des documents nécessaires à l'identification des substances, mélanges et des produits, et en particulier :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• les fiches de données de sécurité (FDS) à jour pour les substances chimiques et mélanges chimiques concernés présents sur le site ; et le cas échéant, le ou les scénarios d'expositions de la FDS-étendue correspondant à l'utilisation de la substance sur le site.</li> <li>• les autorisations de mise sur le marché pour les produits biocides ayant fait l'objet de telles autorisations au titre de la directive n°98/8 ou du règlement n°528/2012 (prescription à indiquer dans le cas d'un fabricant de produit biocides).</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le jour de la visite d'inspection, l'exploitant a présenté un inventaire des déchets stockés issus des vidanges de conteneurs maritimes, en attente de départ vers des installations de traitement de déchets. Cet inventaire avait été actualisé le 19 mars 2026, veille de la visite d'inspection. Cet inventaire comporte une dénomination du déchet, une quantité, un conditionnement et un destinataire s'il a été identifié. Le volume global de ces déchets était voisin de 10 m3 et cohérent avec ce qui a été observé par l'inspection dans le bâtiment de stockage de ces déchets. Les stockages sont sur rétention, à l'exception de quelques fûts pour lesquels l'exploitant a déclaré qu'il s'agissait de déchets solides, et non de déchets liquides.</p> <p>Par courriel, à la suite de la visite d'inspection, l'exploitant a transmis un autre inventaire : celui des produits chimiques stockés sur site au mois de mars 2026 et nécessaires aux opérations de nettoyage des conteneurs maritimes et au fonctionnement de l'installation de traitement des eaux de lavages.</p> <p>L'exploitant dispose des fiches de données de sécurité (FDS) de ces produits chimiques et l'inspection a testé, par sondage, la disponibilité de celle d'un produit de nettoyage dégraissant. La FDS, transmise à l'issue de la visite d'inspection, est rédigée en français et actualisée en mars 2022.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 8 : Equipements sous pression**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/11/2017, article 6-III
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Liste des équipements sous pression
<b>Prescription contrôlée :</b>

<p>L'exploitant tient à jour une liste des récipients fixes, des générateurs de vapeur et des tuyauteries soumis aux dispositions du présent arrêté, y compris les équipements ou installations au chômage. Cette liste indique, pour chaque équipement, le type, le régime de surveillance, les dates de réalisation de la dernière et de la prochaine inspection et de la dernière et de la prochaine requalification périodique.</p> <p>L'exploitant tient cette liste à la disposition des agents chargés de la surveillance des appareils à pression.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le jour de la visite d'inspection, l'inspection des installations classées a demandé à l'exploitant de lui transmettre la liste des équipements sous pression exploités sur le site d'ARNAL à Sandouville. Par courriel, à l'issue de la visite, l'exploitant a transmis des documents relatifs à des équipements sous pression présents sur site et notamment deux rapports de requalification périodique. Ces documents sont en lien avec le suivi en service des équipements sous pression mais ne répondent pas à la demande de l'inspection et à la prescription de l'article 6-III de l'arrêté du 20 novembre 2017.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de lui transmettre sous 1 mois la liste des équipements sous pression en service sur le site telle que définie dans la prescription associée à ce point de constat.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>